

Après les Panama Papers, les Paradise Papers révèlent les montages financiers de Nike, Apple et de nombreux hommes d'affaires

Plus d'un an après le séisme provoqué par les Panama Papers, le Consortium international de journalistes d'investigation (ICIJ) publie de nouvelles révélations sur les paradis fiscaux et le business offshore. La cible? Le cabinet d'avocats Appleby, basé notamment aux Cayman et aux Bermudes. Mais pas que. Des multinationales comme Apple et Nike et des personnalités publiques sont également ciblées pour leurs montages financiers. La fuite révèle également des liens entre le secrétaire d'Etat américain au Commerce Wilbur Ross et le beau-fils du président russe Vladimir Poutine, révèlent dimanche soir Le Soir, le Tijd et Knack.

Ici, l'argent a le plus souvent été soustrait à l'impôt de façon légale ou aux frontières de la légalité

Au total, près de 400 journalistes, issus de 96 médias répartis dans une soixantaine de pays, ont travaillé sur une fuite massive de 7 millions de documents en provenance du cabinet Appleby. Cette fuite "porte un nouveau coup de projecteur sur les trous noirs de la finance mondiale et révèle comment, grâce à des schémas sophistiqués d'optimisation fiscale, des milliers de milliards de dollars échappent toujours aux fiscalités des Etats et aux autorités de régulation", indique Le Monde, qui a participé à l'enquête. "Contrairement aux Panama Papers, cette nouvelle enquête concerne moins le blanchiment d'argent sale, issu de la fraude fiscale et d'autres activités illicites (trafics d'armes, de drogue...), que des schémas légaux montés par des bataillons d'experts en optimisation fiscale. L'argent, ici, a le plus souvent été soustrait à l'impôt de façon légale ou aux frontières de la légalité, grâce aux failles du système fiscal international", précise le quotidien français.

Dans les 6 jours qui viennent, les médias qui ont enquêté sur cette fuite de documents vont publier les secrets offshore de multinationales qui déplacent artificiellement leur argent vers des contrées qui proposent l'impôt zéro. Tout ça pour payer un minimum de taxes dans les pays où elles sont réellement en activité.

Un an après les Panama Papers

Pour rappel, les Panama Papers désignent la fuite de plus de 11,5 millions de documents confidentiels issus du cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca, détaillant des informations sur plus de 214 000 sociétés offshore ainsi que les noms des actionnaires de ces sociétés. Parmi eux se trouvent des hommes politiques, des milliardaires, des sportifs de haut niveau ou des célébrités.

Ces documents concernent des sociétés extraterritoriales (dites offshore) que la firme Mossack Fonseca a aidé à créer, ou avec qui ses clients ont été en contact. Si dans la législation de la plupart des pays, les sociétés offshore ne sont pas illégales en elles-mêmes, c'est leur usage comme sociétés-écran dans l'évasion fiscale ou le blanchiment d'argent qui l'est.

Appleby, c'est quoi?

Aujourd'hui, c'est un autre spécialiste de l'optimisation fiscale qui est visé: Appleby, sorte de Rolls-Royce de la finance offshore. Il s'agit d'un cabinet d'avocats et d'experts spécialisé dans les structures sophistiquées et complexes réparties sur plusieurs juridictions pour réduire l'impôt ou dissimuler le bénéficiaire ultime de certains actifs. Une entreprise qui a pignon sur rue à Londres ou à Wall Street.

Les 700 employés d'Appleby travaillent pour l'élite mondiale des affaires. D'après des initiés, il s'agirait d'un service d'élite et bien moins laxiste que Mossack Fonseca. "Les gens d'Appleby ont très bonne réputation, ils sont très pros, très bons", indique un avocat de Genève à nos confrères du Temps, un média suisse. "Ils sont présents uniquement dans des centres offshore (Cayman, Hong Kong, BVI, Guernesey, Jersey, île de Man) Mais ce ne sont pas de simples administrateurs de sociétés offshore, c'est plus sophistiqué. Ils font du réglementaire, des produits dérivés pour les fonds, des services pour entreprises, contrats d'actionnaires, holdings, fonds irlandais", ajoute-t-il.

"Fiers de leur réputation, ils attachent une grande importance à satisfaire leurs clients en repoussant autant que possible les limites de la légalité. C'est justement ce qui fait le sel et l'intérêt de cette nouvelle enquête. Elle ouvre les portes d'une industrie offshore en perpétuel mouvement pour trouver, dans les législations des Etats, les failles pour contourner la règle et échapper à leurs taxes et impôts", précise Le Monde.

Des centaines de noms belges

Selon nos confrères du Soir, du Tijd et du Knack, qui ont participé à l'enquête, plus de 500 noms belges seraient concernés. "Dans les seuls fichiers Appleby, le mot Belgique donnait plus de 64.000" références, précise Le Soir. "Après filtrage, il nous est resté un peu plus de 500 noms pertinents", ajoute le journal.

Un monde sans taxe réservé à l'élite mondiale

D'après les journalistes qui ont enquêté, les Paradise Papers mettent en lumière les réglementations de pays européens comme l'Irlande et les Pays-Bas, "qui n'ont rien à envier aux Bermudes et aux îles Caïmans". Cette fuite devrait également révéler les registres du commerce de 19 paradis fiscaux extrêmement opaques. Au final, c'est un monde sans taxe réservé à l'élite mondiale qui sera mis à jour. Un monde qui évolue en parallèle des honnêtes citoyens qui honorent, eux, chaque année leurs impôts et leurs taxes dans un principe de solidarité. Un terme qui semble encore une fois n'avoir aucune signification dans le monde des affaires...

Source :

<https://www.msn.com/fr-be/actualite/monde/apr%C3%A8s-les-panama-papers-les-paradise-papers-r%C3%A9v%C3%A8lent-les-montages-financiers-de-nike-apple-et-de-nombreuses-personnalit%C3%A9s/ar-AAutoi4?li=BBqj2K4&ocid=mailsignout>

A voir : "Paradise Papers" : la combine du champion de F1 Lewis Hamilton pour s'offrir un jet privé sans payer d'impôts

<https://fr.news.yahoo.com/paradise-papers-combine-champion-f1-lewis-hamilton-soffrir-194831729--finance.html>